

Retour sur 1999

Michel DEVILLIERS

Département de la conjoncture

Par la vigueur du rebond observé après le trou d'air du premier trimestre, l'année 1999 a montré la robustesse de la phase d'expansion entamée depuis trois années. L'impression de léger recul d'une année sur l'autre donnée par une augmentation du PIB de 2,7% en moyenne annuelle (contre 3,2% en 1998) doit être nuancée par la considération du glissement du PIB sur l'année : 3,2%, soit plus que chacune des deux années précédentes de cette phase de reprise. Ceci aide à comprendre l'exceptionnelle vigueur des créations d'emplois (370 000 dans le secteur marchand, 465 000 au total) et le recul consécutif de près d'un point du taux de chômage.

Comme l'année précédente, la progression de l'activité, analysée au travers des contributions comptables à la croissance, a presque totalement reposé sur la demande intérieure hors stocks. La consommation des ménages s'est encore montrée dynamique, attestant une nouvelle fois que la France cultive, plus que ses voisins, le cercle vertueux emploi-consommation-croissance. Une mention particulière doit être faite du logement dont la demande très vive, alimentée tant par les taux d'intérêt attractifs que des mesures de politique économique, a soutenu l'activité tout au long de l'année. Même si leur contribution à la croissance est en moyenne restée faible, les échanges extérieurs ont constitué le principal facteur d'accélération de l'activité à partir du deuxième trimestre. On a enregistré une progression des exportations proche de 10% l'an. De plus, la perception d'un arrêt de la phase de ralentissement du commerce mondial a stimulé les anticipations des entrepreneurs. Ainsi, le redressement rapide des échanges mondiaux est une première réponse à la question que fait inévitablement apparaître un retour sur 1999 : pourquoi le ralentissement du deuxième semestre de 1998, accompagné d'un vif infléchissement des anticipations, n'a-t-il pas, à l'image de ce qui s'était passé en 1995, débouché sur un freinage marqué de l'activité ? Ou pourquoi la crise asiatique n'a-t-elle généré qu'un simple trou d'air ?

Des argumentations de deux types peuvent être développées : les premières mettent en avant que la crise asiatique comportait, par ses effets directs de baisse des taux d'intérêt

et de ralentissement de l'inflation, des facteurs de stimulation de la demande dans les pays développés qui allaient contrebalancer les effets plus visibles, de prime abord, du freinage du commerce mondial sur les appareils industriels. Les secondes mettent en évidence la meilleure résistance de l'Europe aux chocs extérieurs, due à la création de la zone euro : lors des crises précédentes, le freinage de la croissance était amplifié par les fluctuations de changes entre les monnaies européennes et peut-être plus encore par les hausses de taux d'intérêt destinées à limiter ces fluctuations.

On trouvera dans les fiches de cette note une description détaillée de 1999. Aussi ne soulignera-t-on ici que les trois traits marquants de l'année écoulée :

- le premier est la vigueur du rebond de l'activité, qui permet de repasser à un rythme annuel de croissance supérieur à 3% dès le deuxième trimestre.
- le deuxième, déjà évoqué, est l'importance des créations d'emplois : avec 465 000 nouveaux emplois, 1999 marque la meilleure performance des cinquante dernières années.
- le troisième est le retour des tensions : celles-ci restent modérées (sauf dans le BTP), mais 1999 marque un retour à la hausse tant des tensions physiques que de l'inflation et des taux d'intérêt.

Rebond vigoureux de l'activité

Contrairement à l'année précédente, 1999 présente un profil faisant ressortir une accélération de l'activité, qui s'installe à partir du

milieu de l'année sur un rythme de croissance proche de 4% l'an. Cette évolution reflète d'abord l'évolution de la production manufacturière : en faible progression au premier trimestre (dans la prolongation de la deuxième moitié de 1998), elle revient dès le deuxième trimestre sur une croissance proche de 6% l'an, principalement en raison du rebond des exportations, qui vient s'ajouter à une demande intérieure hors stocks (notamment de consommation) en vive progression dès le début de l'année. Il est vrai que les anticipations des ménages n'ont à aucun moment été affectées par la crise asiatique, les français ne semblant sensibles qu'à la baisse du chômage et à l'augmentation de pouvoir d'achat générée par la désinflation importée. Par ailleurs, l'investissement des entreprises n'a marqué qu'un léger fléchissement en début d'année, comme si les entrepreneurs avaient toujours cru que le ralentissement de l'activité serait de courte durée. Une indication similaire est donnée, on le verra, par l'évolution des créations d'emplois. Contrairement à ce qui a été observé en 1998, la contribution du commerce extérieur est légèrement positive, la réanimation des exportations ayant été un peu plus rapide que celle des importations. Autre symétrie par rapport à l'année précédente, la contribution des stocks à la croissance est négative en 1999. Deux explications peuvent être avancées : sur le début de l'année, le bas niveau des cours des matières premières et le moindre dynamisme de la demande incitaient à un déstockage ; sur la seconde moitié de l'année, la contribution négative des stocks semble au contraire reliée au vif développement de la demande, notamment d'exportations.

Les secteurs non industriels (services, commerces) ont en général connu une accélération de l'activité en cours d'année, étant sensibles à l'effet d'entraînement exercé par l'industrie. Une mention particu-

lière doit être faite du secteur du bâtiment et des travaux publics, qui a connu une année faste. La demande de logements était déjà active en 1998 en raison de la baisse des taux d'intérêt. Elle a été nettement renforcée par l'arrivée à terme du dispositif Périssol dont le bénéfice nécessitait une acquisition avant la fin août 1999. La poussée de la demande s'est traduite par une vague de mises en chantier qui ont atteint 310 000 sur l'année. L'activité dans le bâtiment, sur le second semestre, a été renforcée par l'allègement de la TVA.

Nouvelle année record pour les créations d'emplois

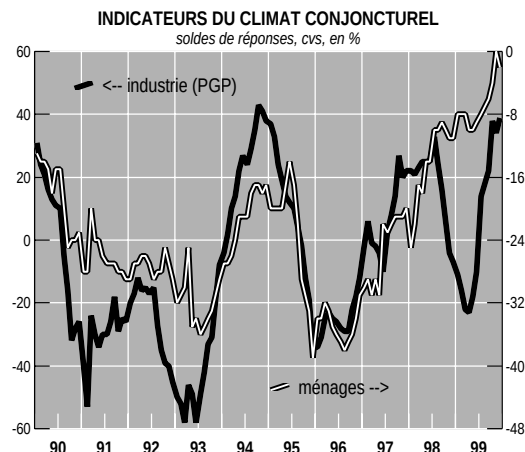
Dès le premier trimestre, la croissance de l'emploi a surpris par sa vigueur, ne semblant pas avoir été affectée par le "trou d'air". Cette croissance s'est accélérée en fin d'année et, au total, l'année 1999 apparaît exceptionnelle : 465 000 emplois créés (après 385 000 en 1998) dont 370 000 dans le secteur concurrentiel. Pour l'essentiel (320 000), ces emplois se sont situés dans le tertiaire marchand, mais la construction - du fait de son activité soutenue - et l'industrie - malgré son fléchissement de début d'année - ont également connu des évolutions positives. La croissance

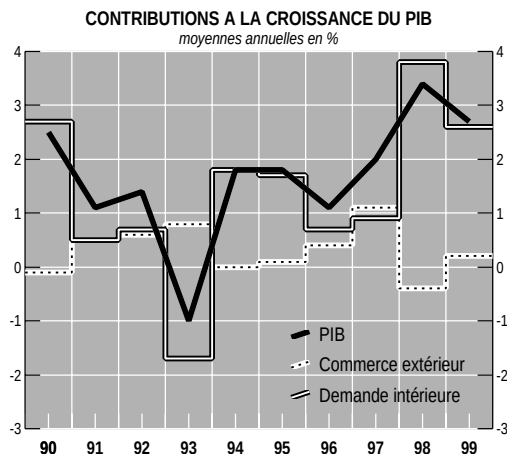
de l'emploi en 1999 est principalement le résultat du dynamisme de l'activité ; mais le deuxième semestre a été aussi marqué par les premiers effets notables de la réduction du temps de travail. On doit aussi souligner le maintien d'une faible productivité apparente du travail (0,6% en moyenne annuelle, 0,9% en glissement annuel, dans le secteur marchand).

Très naturellement, et malgré une augmentation plus forte que l'année précédente de l'offre de travail, l'année 1999 a été aussi une année exceptionnelle pour la baisse du chômage. En terme de chômage BIT, la décade a été de 256 000 chômeurs sur l'année. Ce recul a notamment profité aux jeunes de moins de 25 ans.

Un retour des tensions

1999 marque une étape dans le cycle commencé à la fin 1996 car elle est l'année où, caractéristique classique du phénomène de maturation, des tensions deviennent plus manifestes et où l'inflation prend une tendance ascendante. Toutefois, les niveaux atteints sur ces deux points à la fin de 1999 ne sont pas tels qu'ils puissent peser à court terme sur la poursuite de la phase d'expansion. En effet, le seul secteur





enregistrant de réelles tensions est le secteur de la construction : les goulots de production y ont fortement augmenté, particulièrement en raison de difficultés de recrutement, et atteignent des niveaux comparables à ceux enregistrés au début des années 90. On ne peut donc exclure l'existence à court terme d'une contrainte sur le niveau d'activité du secteur. Par ailleurs, les tensions dans le bâtiment trouvent une traduction dans

une nette accélération des prix des logements. Dans l'industrie, seule l'automobile rencontre des difficultés en terme de goulot de production. Malgré un marché très actif, on ne voit pas pour autant d'accélération des prix. La seule répercussion des tensions est une vive augmentation des investissements dans ce secteur en 1999 et, selon les prévisions des constructeurs, en 2000. Si l'on considère l'industrie dans son ensemble, le

taux d'utilisation des capacités de production, en progression sur toute l'année, se situe à la fin de 1999 environ deux points au-dessus de son niveau moyen de longue période, mais également deux points en dessous de son maximum du début 1990.

De 0,2% en janvier, le glissement annuel des prix à la consommation est passé à 1,3% en décembre. Cette accélération est le reflet du redressement des prix du pétrole, l'inflation sous-jacente restant stabilisée au voisinage de 0,7%. L'évolution de 1999 ne doit donc pas nourrir de craintes sur l'évolution à court terme de l'inflation dans la mesure où une stabilisation des cours pétroliers est vraisemblable. Toutefois la vigueur de l'activité mondiale a aussi entraîné une hausse des autres matières premières industrielles. Hausses des coûts importés et tensions se sont conjuguées pour relever les perspectives d'inflation à moyen terme, ce qui a favorisé un relèvement progressif des taux à long terme et suscite une vigilance accrue des autorités monétaires. ■